

Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté DCPAT n°2025-185

**Portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n°2004/664 du 5 octobre 2004
Actualisant les prescriptions de la déchetterie
SITCOM Côte Sud des Landes à Tarnos**

Le préfet des Landes

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral PR/DRPL/2013/n°616 du 17 octobre 2013, autorisant la société SITCOM Côte Sud des Landes à exploiter, sur la commune de Tarnos, une déchetterie ;

Vu Le décret 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2794, activité de broyage des déchets verts régi par l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;

Vu le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-15-SG du 22 avril 2025 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

Vu la demande reçue le 24 septembre 2024, par laquelle la société SITCOM Côte Sud des Landes, sollicite une modification des prescriptions de ses installations située sur la commune de Tarnos ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'Environnement en date du 14/04/2025, faisant suite à l'inspection du site en date le 11/04/2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté, le 14 avril 2025, à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse de l'exploitant, en date du 17 avril 2025, concernant le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que les modifications demandées par l'exploitant ne constituent pas un changement substantiel des éléments du dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients des installations pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications concernent des activités existantes sur des zones déjà existantes sur site, sans augmentation de capacité ou nouvelles activités et une adaptation de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les activités de la rubrique 2791-1 qui dépendent désormais de la rubrique 2794, une présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas nécessaire, conformément à l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : Plate-forme des déchets verts

L'article 8.1.1 Aménagement de la plate-forme des déchets verts est modifié comme suit :

« Le sol des voies de circulation et de garage et des aires de broyage et d'entreposage doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les jus de percolation à travers les déchets, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Afin de réduire efficacement l'émission des flux thermiques, l'exploitant met en place deux murs coupe-feu d'une longueur minimale de 49 mètres et positionnés conformément aux conclusions de l'étude de dangers :

le premier à l'ouest du site en limite extérieure de la voie de circulation ; le second à l'est du site, localisé en limite du parc à végétaux. Les déchets verts doivent être stockés sur une hauteur maximale de 3,5 mètres, à une distance minimale de 25 mètres des limites de propriété au nord et de la déchetterie au sud et à une distance minimale de 5 mètres des bordures est et ouest du parc à végétaux, afin d'éviter l'émission de flux responsables des effets dominos à l'extérieur du site. Si les déchets verts broyés ne sont pas directement évacués après broyage, les stocks de déchets verts bruts et broyés doivent être distants d'au moins 6 mètres, afin d'éviter toute propagation d'incendie. En tout état de cause, l'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau de l'entreposage des déchets verts avant ou après broyage. En tout état de cause les déchets verts broyés ne resteront pas sur site plus de 14 jours. »

Article 2 : Autres prescriptions

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation PR/DRPL/2013/n°616 du 17 octobre 2013, demeurent inchangées.

Article 3 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tarnos et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Tarnos pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 – Notification

Le présent arrêté est notifié à la société SITCOM Côte Sud des Landes, exploitant du site, situé Avenue du 1^{er} Mai, 40 220 Tarnos.

Une copie conforme pour affichage est communiquée à Monsieur le maire de Tarnos.

Article 5 – Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture des Landes,
Le sous-préfet de l'arrondissement de Dax,
Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
Les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité,
Monsieur le maire de Tarnos,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Mont-de-Marsan, le 17 JUIN 2025

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale


Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noulbos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).